

La bourgeoisie au XIX^{ème} siècle

La bourgeoisie a diversement profité de la Révolution. Avant, fortune acquise. Mais après, hommes d'affaires et chefs d'entreprise. Bourgeoisie Ancien Régime = notables aisés ou riches et honorés, rentiers du sol, propriétaires de seigneuries. Elle partage le sort de l'aristocratie. La bourgeoisie des officiers est atteinte par la suppression de la vénalité et le remboursement des assignats. La bourgeoisie des professions libérales est aussi touchée par l'abolition de l'ordre des avocats, notamment, et la bourgeoisie des affaires par la suppression de la ferme des impôts indirects.

Naissance d'une bourgeoisie nouvelle = finance et négoce, dirigeants de la production et des échanges. Chances de s'enrichir par spéculation, vente de biens nationaux, équipement, armement et ravitaillement de l'armée. Grandes affaires dans le textile mais difficulté dans les échanges (pas de chemins de fer, doctrine très protectionniste, etc). Ces bourgeois sont les initiateurs du capitalisme industriel.

Petite et moyenne bourgeoisie = artisans et commerçants. Ont souffert de la suppression des corporations le 2 mai 1791. Désordre monétaire + guerre ont entraîné un accroissement des trafics et ont multiplié les affaires => passage du peuple à la bourgeoisie. Spéculation = facteur essentiel de promotion sociale et d'embourgeoisement. L'Etat recrute fonctionnaires des APU et membres des professions libérales.

Bourgeoisie rentière = pas exclusivement terrienne. Distance par rapport aux paysans. Esprit de profit et remise en cause des usages traditionnels. Les intérêts matériels priment sur les liens personnels. Grande dispensatrice d'emplois dans les campagnes, alors en voie de surpeuplement. Elle prend appui sur le curé, figure importante dans les communes et villages. Bourgeoisie rurale = fait corps avec les notables. Gros fermiers et riches propriétaires exploitants (agriculteurs ≠ cultivateurs). Elle gère ses entreprises à l'aide de domestiques, loués à l'année, et de journaliers, main-d'oeuvre plus instable que celle des fermiers et des métayers. Ecarts sociaux importants. Rapport de patron à employé et non plus de maître à serviteur. Existence associée au développement de l'agriculture commercialisée. Bourgeoisie minoritaire, tournée vers l'avenir. Nobles de progrès, qui sont alors en opposition aux nobles de tradition.

Qu'est-ce que la bourgeoisie ?

Lorsqu'il évoquait le rôle de la classe moyenne dans la nation et dans l'Etat, Guizot ne tendait pas seulement à assimiler la bourgeoisie à l'aisance et à la capacité. Il la situait plus encore par rapport au peuple et à la noblesse. Victor Hugo : bourgeoisie = « tout simplement la portion contentée du peuple ». Rapport administratif d'un club républicain de l'Yonne (1848) : opposition de la classe bourgeoise, « formée d'hommes intelligents qui font valoir un capital quelconque » aux « hommes peu éclairés qui vivent d'un travail manuel ».

1815-1880 = trois faits dominant l'évolution sociale => importance accrue accordée à la fortune comme critère de la position sociale (montée du capitalisme industriel remet en cause les notions traditionnelles attachées à la propriété) + reconnaissance juridique du principe d'égalité des droits reprise par tous les régimes qui ne peuvent négliger conséquences de cet acquis + tendances individualistes (surtout populations urbaines et ceux qui ont acquis un certain bien-être) qui éliminent part du sacré et reposent sur bases rationnelles.

Les fondements de la société bourgeoise

• Survivances du passé

La bourgeoisie a eu une place prépondérante tout au long du XIX^{ème} siècle. Elle a influencé toutes les classes sociales, toutes les couches de la population. La résistance à cette pénétration a été parfois efficace mais globalement, la bourgeoisie prédomine.

Aristocratie et bourgeoisie restèrent longtemps imprégnées de souvenirs du passé, par attachement personnel et par respect pour les anciens. XIX^{ème} siècle = renouveau mais certaines survivances du passé. Le principe de la liberté d'entreprise ne fut jamais vraiment remis en cause au XIX^{ème} mais certaines professions subissaient de sérieuses restrictions. Ex = à Paris, le nombre des bouchers était fixé par ordonnance. Le nombre de boulangeries restera limité jusqu'en 1863. Ces restrictions à la concurrence entraînaient augmentation des bénéfices, du prix des fonds de commerce et favorisaient constitution de grosses fortunes.

L'organisation de certaines professions libérales reposait sur des principes très proches de ceux de l'Ancien Régime. 1810 = rétablissement de l'ordre des avocats. Retour dans le passé quant aux modalités de la transmission des charges des officiers ministériels => loi de 1816 autorise officiers ministériels ou héritiers à présenter leur successeur à l'agrément du roi moyennant finances. On demanda la fin de cette pratique après la Révolution de Juillet, mais

ce fut un échec.

Dans l'administration, certaines pratiques ressuscitaient l'hérédité et la vénalité des charges. Népotisme fréquent. Démissions conditionnelles des fonctionnaires se faisaient à prix d'argent. Ex = administration des Finances. 1848 = un projet de loi fut déposé pour interdire ces pratiques.

Prestige de la noblesse subsistait toujours dans la société bourgeoise. Mode de pensée et usages parfois archaïques. Anciennes familles roturières anoblies n'hésitaient pas à adopter un nom plus flatteur. Certains bourgeois manifestaient des prétentions nobiliaires en complétant leur patronyme par l'adjonction du nom d'une de leurs terres ou même de leur village. Mais limites de l'influence noble. Les bourgeois sont parfois aussi riches que les nobles et dans les milieux de la haute finance, le prestige des titres devait être épaulé par de solides patrimoines.

Placements fonciers = grand rôle dans fortunes bourgeoises. Attachement à la propriété foncière. Rentabilité élevée des fermages jusqu'au troisième quart du XIX^{ème} siècle. Mais rapprochement de la condition seigneuriale d'avant. Paiement périodique des redevances en nature apportées au rythme des saisons par fermiers ou métayers au propriétaire : la bourgeoisie modeste, présente dans les campagnes, en bénéficiait régulièrement. Rapports de dépendance.

Prestige de l'oisiveté qui persista. Pour de nombreux hommes, bourgeois = celui qui vit de ses rentes. Idéal de Guizot : prépondérance de la classe moyenne se justifiait car celle-ci « a dans sa pensée et dans sa vie de la liberté et du loisir ... peut consacrer une partie considérable de son temps et de ses facultés aux affaires politiques ». Oisiveté surtout chez les plus archaïques.

• Poids du présent, orientation vers l'avenir

Les plus jeunes se détachent du passé. La société bourgeoise repose sur la croyance à l'égalité des individus ≠ sociétés d'ordres. Réaffirmation après Révolution de Juillet. Michel Chevalier : système censitaire = symbole de la société bourgeoise. Autres ex = infériorité de la position des ouvriers est légale dans le Code civil. Conviction qu'il existe des degrés parmi les Hommes et parmi les citoyens. On ne peut donner aux enfants les mêmes droits que les adultes, aux femmes ceux des hommes et les mineurs étaient considérés comme incapables. Seules les classes éclairées pouvaient exercer des responsabilités et jouir des droits des citoyens, selon leurs capacités. On admet l'égalité des hommes qu'à aptitudes égales => hiérarchie sociale.

On s'applique à dégager les caractères qui peuvent définir des supériorités sociales. Plusieurs éléments interfèrent : fortune (ou revenu) => en 1814, la Charte annonce que la fortune, c'est la fortune foncière. Critère de la fortune acquise et non les biens en cours de formation, des placements plus que des investissements. Autre critère = celui de la profession et de la qualité. « L'honneur, pour J.-B. Say, est une espèce de salaire qui fait partie du profit de certaines professions ». Genres de vie et niveaux de culture + famille connue, relations sociales et familiales = autre élément de la position sociale.

Bases de la hiérarchie sociale étaient complexes dans la société bourgeoise = mérite personnel a sa place à côté de la position acquise par droit de la naissance, nature des fonctions exercées à côté de l'importance de la fortune, niveau de culture à côté du montant des revenus. Fondements de la hiérarchie variaient selon les époques, les régions, les milieux et les individus.

L'individualisme caractérise cette phase de l'histoire de la bourgeoisie. Importance accordée à la réussite, liens différents avec la famille. Classes moyennes, grande bourgeoisie et classes dirigeantes attachaient importance à l'héritage. Famille = rôle important dans la transmission des biens. Ex = Code civil qui autorise le partage des biens équitablement entre les enfants. Les parents transmettent ce qu'ils savent à leurs enfants, sans remonter plus loin dans la tradition. Un nom connu était un atout dans les affaires. Une méfiance subsistait tout de même à l'égard des supériorités sociales de naissance. 1831 = fin de l'hérédité de la pairie. Réticence à l'égard d'une dignité transmissible par héritage.

Importance de la réussite. Portion la plus moderne et la plus active de la bourgeoisie défendait les vertus du travail et des talents, appliqués aux domaines les plus variés. Mépris de l'oisiveté aussi exprimé par les catholiques, autant que par les protestants. On ne veut plus de droit héréditaire, on ne veut pas le rétablissement du droit d'aînesse (1826). Souci d'étendre les affaires, mariages arrangés, etc. Travail exalté = travail des catégories supérieures, sanctionné par le succès et rémunérateur. Réussite = celle des individus les plus doués, les plus forts, les plus heureux. Conjonction de l'égalité juridique et du libre jeu des lois de la sélection naturelle. « Cette inégalité est la première et véritable source de l'inégalité sociale » (Guizot).

L'individualisme ainsi compris favorisait la création d'élites nouvelles. Place de l'argent dans le monde du temps. Balzac : « un duc pauvre est toujours un duc ; alors qu'un bourgeois pauvre, il y a contradiction dans les termes ». Préoccupation de la société en général = conserver et faire fructifier ses richesses. A l'époque, argent = capital. Constitution de patrimoines + réussite des entreprises symbolisées par capital. La progression de la richesse ne dépend que de celui qui y travaille. Changements de conditions sociales ont une place majeure au sein de la pensée bourgeoise. Considerant affirmait toutefois que tous les individus sont déterminés par leur classe d'origine. Proudhon, au contraire, affirmait que la misère elle-même laissait les gens dans la misère. Renouveau des élites caractérise la société bourgeoise aux yeux de la majeure partie de ses membres. Progression sociale = épanouissement. On ne répudie plus ses croyances et son code moral. La bourgeoisie devient une sorte d'idéal, chacun souhaite être son propre maître. Les bourgeois veulent acquérir de plus en plus de pouvoir.

Trait de l'esprit bourgeois = désir de contrôler l'action du gouvernement. Toujours suffrage censitaire qui représente les volontés bourgeoises. 1848 = l'établissement du suffrage universel exigea de la bourgeoisie une difficile adaptation. Activités charitables ou philanthropiques + participation à la vie publique = charges gratuites, honorifiques et absorbantes.

Dans milieux supérieurs = volonté forte de contrôler le pays. Les uns utilisaient les possibilités offertes par la vie parlementaire, éventuellement les carrières ministérielles. Les autres se contentaient des moyens offerts par leurs professions, hautes fonctions administratives. Les bourgeois souhaitent laisser leur marque (ex d'Hausmann et Rambuteau) et interférer dans l'instruction, ne pas tout laisser aux catholiques (contradiction avec libéralisme et individualisme).

Activités professionnelles et positions sociales

• Bourgeoisie rentière, bourgeoisie laborieuse

Recensements de 1861 et 1866 : environ 4 à 5% de la population est faite de rentiers. Oisifs = part importante des catégories supérieures de la société. Composition du corps électoral = élimination des rentiers écartés de la vie politique par l'insuffisance de leur fortune, le caractère mobilier de leurs placements ou leur sexe.

Sous la Monarchie de Juillet, propriétaires sans autre qualification = 80% du corps électoral. Minorité d'oisifs. Trois types d'oisifs = les oisifs véritables (minoritaires, peu présents dans les bourgs et villes en expansion économique), les oisifs résiduels (gens âgés ayant accumulé une modeste somme au cours de leur vie de travail + femmes seules qui se contentent du petit héritage de leur mari), les oisifs retirés (après un dur labeur, accumulation d'une fortune. Peu d'années consacrées au travail et possédant à l'origine une fortune héritée).

« La bourgeoisie est une classe qui travaille », (Jaurès). Au XIX^{ème} siècle, en 1866, une fois éliminé le secteur agricoles et les services domestiques, il reste 44% de la population active totale qui se répartit ainsi : 66% dans l'industrie, 15% dans le commerce, 4% dans les transports et 15% dans les professions libérales et le service public. Activités économiques l'emportent largement dans la population bourgeoise. Ici, on ne peut distinguer employeurs et employés mais les bourgeois sont la majeure partie du temps les patrons. Professions exigeantes des talents (comme les libérales) revenaient aussi surtout aux bourgeois.

Sous la Monarchie de Juillet, dans l'ensemble de la France, élimination faite des propriétaires-rentiers et des exploitants agricoles, les électeurs exerçant une profession, soit 20% de l'ensemble, se partageaient inégalement : les 3/4 étaient des chefs d'entreprise, négociants industriels, commerçants et artisans. Grandes villes = primauté des activités économiques. Différence de Paris, qui comporte moins de propriétaires et plus de professions libérales et services à l'Etat.

En globalité, la bourgeoisie censitaire des villes importantes exerçait donc des professions économiques, mais la majorité des électeurs même patentés n'atteignait le cens électoral que grâce à des possessions immobilières. Part de la richesse foncière encore plus importante dans les petites villes et petits bourgs. En 1840, un tiers des électeurs dont le cens dépassait 1 000F exerçait une profession. Ceci est d'autant plus vrai dans les grandes villes.

Salariés et grand nombre de professions libérales dispensés de la patente avant réforme de 1844. Beaucoup de patentés considérés comme des patrons indépendants étaient à la limite des classes populaires. En conclusion, les variations du nombre de patentés quant à l'évolution de la bourgeoisie ne sont très fiables. Nombre des patentés double de 1827 à 1880. Rôle économique des petites entreprises diminue cependant.

• Hiérarchie des occupations

Double hiérarchie = au sein d'un même type d'activité et classement des occupations les unes

par rapport aux autres. L'opinion était le principal support. Des facteurs personnels jouaient aussi. Comparaison entre position professionnelle et position sociale.

- Patronat = place importante dans la société bourgeoise. Les patrons se plaçaient à tous les niveaux de la hiérarchie sociale. Début XIXème siècle, place importante du négociant. Puis une distinction s'opère entre banquier et négociant ou marchand et surtout l'industriel. Rôle plus grand des propriétaires de grands magasins de détail (amélioration de la distribution). Fonction principale des patrons = diriger, prévoir, organiser vente ou fabrication. Le petit patron est un boutiquier qui donne moins de temps à la gestion qu'aux tâches matérielles. Le travail manuel est important, notamment dans le cas de l'artisan à son compte. « artisan-travailleur » < « artisan-marchand ».
- Salariat, talents, professions libérales = Salariés appartenaient aux milieux populaires en majorité. Existence d'un salariat intermédiaire. Une catégorie de salariés supérieurs, fort peu nombreuse dans la classe bourgeoise, se constitue au XIXème siècle. Ex = directeurs dans des compagnies d'assurance, de commerce, dans des banques, ingénieurs dans des usines. Hiérarchie aussi au sein des professions libérales, selon la manière dont on y parvient et le métier que l'on y exerce. Avant, cadres = professions libérales. Idée de qualification et non plus tellement de fortune. Prestige des hommes à talents qui repose sur haute culture universitaire ou expérience.
- Service public = distinctions au sein de l'administration entre simples agents, employés et fonctionnaires (seuls à avoir des responsabilités). Age bouleverse la classification. Conditions de recrutement sont variables = en fonction des qualifications. Les différents corps constituant le service public n'avaient pas tous le même prestige : la fonction enseignante par exemple face à celle de la magistrature. Traitement élevés des magistrats + avantages matériels.
- Propriétaires et rentiers = prestige attaché à la noblesse. Distinction entre propriétaire et rentier. Fortune moins importante pour le dernier + moins de considération.

Milieus supérieurs et classes bourgeoises

• Aristocratie et haute bourgeoisie

Aristocratie plus nombreuse qui domine les milieux supérieurs. Aristocratie nobiliaire (noblesse riche mi-châtelaine, mi-citadine) puis aristocratie financière (banquiers, négociants, industriels et grands capitalistes) => renforcement sous le Second Empire. Au-dessous, haute bourgeoisie avec hommes riches et influents, négociants et industriels, représentants des professions libérales les plus prestigieuses et des oisifs d'origine diverse. Fortune moins élevée que celle de l'aristocratie financière + influence moins étendue. Mais point commun = notabilités d'importance ou de notoriété nationales.

• Bonne bourgeoisie

Limite des classes supérieures et intermédiaires. Chevauchant haute et moyenne bourgeoisie. Représentée dans la plupart des villes. Groupe de notables locaux transformés en notables de quartier quand la cité où ils résident est trop importante. Deux catégories assez différentes. Hommes riches d'un côté, avec fortunes parfois aussi élevées que celles des représentants de la haute bourgeoisie, mais sans qu'ils aient les responsabilités et l'influence nécessaire pour se situer à l'échelon supérieur. Ce sont pour la plupart des chefs d'entreprise, à condition que leur activité n'ait pas un caractère trop manuel + propriétaires oisifs ou retirés de la vie active. De l'autre côté, les professions qui assument les responsabilités nécessaires à la marche de la société bourgeoise ont une large place (notaires, avoués, médecins, avocats, fonctionnaires, magistrats, officiers supérieurs sans grande fortune).

• Moyenne bourgeoisie et bourgeoisie populaire

Noyau le plus important entre le peuple et les classes supérieures. Boutiquiers, actifs ou retirés, quelques hommes à talents (employés de l'Etat, représentants des professions libérales moins considérées que les précédentes, cadres des entreprises privées avec niveau de vie supérieur au revenu de leur fortune, souvent). Rentiers vivaient de revenus immobiliers, sauf une minorité de « mobiliers » situés dans la capitale. Frange inférieure de ces milieux intermédiaires = petits boutiquiers, maîtres artisans dont l'entreprise avait une valeur infirme, sorte de bourgeoisie populaire qui fait la transition avec le peuple proprement dit. On peut y rattacher une bonne partie des modestes employés de commerce et des petits rentiers vivant d'une épargne difficilement accumulée au cours d'une vie de travail. Appartenance de ces groupes marginaux au peuple ou aux classes moyennes ne dépend pas des conditions matérielles. C'est surtout affaire de conscience collective et de comportement individuel.

Actrice et victime de la Révolution

1789 = Révolution libérale. Mais libérale ne signifie pas bourgeoise. Place importante de l'aristocratie dans les élites révolutionnaires. Ex = Talleyrand propose une réforme libérale et rationaliste de l'éducation. 1791 = Constitution instaure un régime censitaire => substitution de la richesse au critère de la naissance. Bourgeoise par ses conséquences, la Révolution de 1789-1792 est loin de l'être en ce qui concerne tous ses acteurs. L'Empire permet certes l'édification de grandes fortunes comme celle du fournisseur de guerre Ouvrard, mais l'idéologie bourgeoise, que l'on assimile à celle des Idéologues haïs de l'Empereur, ne l'emporte pas. La promotion d'une noblesse d'Empire marque un retour aux logiques sociales du passé.

Le temps des notables

Le XIX^{ème} siècle est le siècle des « bourgeois conquérants ». Conquête progressive et incomplète. Restauration = retour aristocratie foncière. 1830 = Laffitte et Casimir-Périer => « régime des banquiers ». La bourgeoisie est contre le libre-échange, qui ne l'emportera en 1860 que par la volonté de l'Etat. La colonisation ne reçoit pas l'appui de la bourgeoisie. L'omniprésence de l'Etat peut expliquer la restriction du rôle social de la bourgeoisie.

Il y a des stéréotypes bourgeois, une manière de vivre : il n'y a pas de famille bourgeoise sans domesticité, bonne à tout faire dans la petite bourgeoisie, domestiques en partie masculin dans la grande. Le salon est également le haut lieu de la maison bourgeoise, et il se décline au pluriel dans la grande bourgeoisie. L'accès aux loisirs, qu'il s'agisse de voyages, de cures thermales ou balnéaires, et aussi l'apanage de cette classe. La vertu bourgeoise est la négation de la « frivolité aristocratique », elle est glorification théorique du travail et de l'épargne. Voltairienne au XVIII^{ème} siècle, la bourgeoisie s'affirme volontiers pieuse au XIX^{ème} siècle. Valeur importante du travail qui moralise le peuple.

La société bourgeoise française s'est entrouverte aux intellectuels mais la fortune héritée reste plus valorisante que celle acquise par des mérites personnels, et le mépris du parvenu reste très répandu. Le système éducatif sépare hermétiquement bourgeoisie et peuple, même les réformes de Jules Ferry n'ont pas changé cet état de fait. Le système de Jules Ferry n'a pas pour finalité de faciliter la promotion sociale honorable, qu'il est décent d'étaler sur plusieurs générations, comme sous l'Ancien Régime. Le self made man qui n'est pas inconnu en France n'y est pas glorifié.

Les bourgeois sont méprisés par les artistes et les aristocrates, ils sont jugés grossiers et communs. La condamnation, en 1843, par Beau de Loménie, des dynasties bourgeoises, accusées d'égoïsme forcené, de méconnaissance totale des valeurs nationales que l'aristocratie avait su promouvoir au cours des siècles, et tenues responsables de l'effondrement de la France, est retentissante. Les socialistes ont accusé la bourgeoisie de ne connaître que la loi du profit et de ne prospérer que grâce à l'exploitation du peuple. Les marxistes jugent la bourgeoisie française comme parasitaire. Condamnation de la grande bourgeoisie au nom de la défense des travailleurs et producteurs indépendants. Pour les républicains, les grands bourgeois menacent les libertés individuelles.

Le temps des incertitudes

Au cours des premières décennies du XX^{ème} siècle, les strates moyennes et inférieures de la bourgeoisie se fondent dans les classes moyennes qui, par ailleurs, accueillent des membres issus des classes populaires. Les frontières deviennent floues. La grande bourgeoisie est atteinte par un mouvement de démocratisation de la société. Domination de la bourgeoisie entamée par le développement de l'Etat.

Une nouvelle génération libérale (1827-1839)

• Le changement sans révolution

La défaite de Villèle ne tient pas seulement à la division de la majorité et aux contradictions de l'idéologie ultra, elle trouve aussi sa source dans la naissance d'une nouvelle opposition au milieu des années 1820. S'impose une nouvelle génération libérale. Elle se rattache aux « doctrinaires », représentés par Mme de Staël et Benjamin Constant. Sa culture est toutefois un peu différente. Elle a subi l'influence allemande et puise chez Kant et Hegel la conviction que le XIX^{ème} siècle bourgeois a pour vocation de clore l'histoire. Elle réfléchit au modèle américain libéral et au libéralisme anglais.

Les questions sur la Révolution française ressortent. Louis XVIII s'était attaché à en terminer avec 1789 en cherchant un point d'équilibre dans une monarchie constitutionnelle. Charles X et Villèle remettent la question à l'ordre du jour. Les jeunes libéraux repoussent pourtant les méthodes insurrectionnelles, qui n'ont pas fait leur preuve en 1820. De jeunes historiens

comme Augustin Thierry et François Guizot affichent leur optimisme : ils montrent que le cours de l'histoire ne peut être inversé, que l'avènement de la « classe moyenne » est inévitable, et la défaite de l'aristocratie un fait accompli. Mignet et Thiers disent de la Révolution qu'elle était juste et que la dictature révolutionnaire n'était que le fruit de circonstances imposées par l'aristocratie. Cette révolution était « nécessaire », elle n'est plus à faire, elle est inscrite dans la société, dans le code civil, elle n'a donc plus qu'à être défendue contre des entreprises réactionnaires qui n'ont aucune légitimité profonde.

Ces jeunes gens très pragmatiques qui appartiennent à la bourgeoisie sont des modérés et ne souhaitent pas la disparition de la monarchie. Ils entendent la remettre sur les rails de l'Etat de droit, établir enfin un vrai gouvernement représentatif dont il puise le modèle en Angleterre. Il ne s'agit plus de changer de régime ni même de monarchie mais de « vaincre des vaincus » sans mobiliser le peuple, d'écarter comme l'ont fait les Anglais un monarque qui s'entête à vouloir arrêter l'histoire. Quelques-uns pensent déjà que le duc d'Orléans, connu alors pour avoir été favorable à 1789, pourrait apporter une solution. En attendant, l'objectif que se fixe cette jeune génération est de prendre la direction de la vie intellectuelle du pays, de l'opposition et de cimenter à nouveau le tiers état sous la conduite de la grande bourgeoisie libérale, qui est bien, dans leur esprit, le moteur du changement politique.

Tracassée par le pouvoir ultra, cette élite intellectuelle dispose de talents prestigieux. Guizot s'impose comme leader, son libéralisme est différent de celui de Constant = libéralisme bourgeois sceptique à l'idée de fonder la société nouvelle sur le primat de la seule liberté individuelle. Il récuse la notion de souveraineté populaire, de souveraineté numérique. Il veut donner le pouvoir à la raison et sa philosophie aboutit en fait à une auto-proclamation des élites bourgeoises.

Le nouveau libéralisme s'est trouvé avec Victor Cousin, philosophe presque officiel. Opposé au matérialisme des idéologues, il renoue dans les années 1820 les liens rompus entre philosophie libérale et métaphysique classique et fonde un idéalisme spiritualiste, une morale, une philosophie de synthèse, l'éclectisme, qui est le versant intellectuel de l'esprit de la Charte.

• Une nébuleuse libérale

Les jeunes libéraux forment le noyau dur d'une nébuleuse libérale variée mais soudée jusqu'en 1830 par une opposition de plus en plus grande à l'égard des Bourbons. Constant fait la transition entre héritage révolutionnaire et nouvelle génération. Une extrême-gauche anticléricale et libérale s'affirme autour de Manuel. Ce parti de la liberté est épaulé par une grande bourgeoisie parisienne, très sûre de son influence, les négociants banquiers : Laffitte, Casimir-Périer, Delaborde, etc.

Redécouverte de l'histoire de la Révolution => retour d'un courant républicain encore divisés entre modérés (La Fayette), jacobins (Cavaignac, Raspail) ou encore ceux qui sont nostalgiques de l'Empire. Un autre courant d'idées effectue une lecture différente de 1789. Ce courant farouchement hostile à l'aristocratie ultra affiche néanmoins sa conviction que l'individualisme (expression de 1820) ne peut aider à la reconstruction de la société post-révolutionnaire. Des philosophes observent alors les premières formes d'une organisation socialiste. cf. Saint-Simon.

Au-delà de la révolution politique, c'est une révolution scientifique, le développement des forces productives et des échanges, qui reprendront le fil rompu du changement inauguré en 1789. La société doit se recomposer dans l'industrie, dans une communauté organique, dirigée par les capitalistes et les savants et dans laquelle les travailleurs ne seront plus exploités mais « associés ». L'idée d'association se fait peu à peu jour pour Saint-Simon (technocrate) et Fourier (socialiste + phalanstère).

• La philanthropie : optimisme bourgeois et réforme de la société

La bourgeoisie va peu à peu s'attacher à la question sociale, pour renouer les liens qui existaient avant la Révolution. Gérando, dans *Le Visiteur des Pauvres* (1826) définit « l'homme bienfaisant » qui doit se préoccuper du risque de dislocation d'une société où la paupérisme s'affirme. Le riche doit 's'arracher au sommeil de l'indifférence » et visiter les pauvres, pour les aider, étudier les causes de leur déchéance et la prévenir. Loin de la « charité légale » à la manière de l'Ancien Régime, qui enfermait les pauvres à l'hôpital général et dans les dépôts de mendicité, il s'agit d'une démarche essentiellement privée, secondée seulement par des institutions publiques comme le conseil général des Hospices dominé par de fortes personnalités de la bonne bourgeoisie parisienne : Chaptal, Cochin, etc. Le bourgeois philanthrope en faisant le bien, ne cherche pas le salut de son âme ni le salut du pauvre, et la philanthropie, qui n'est pas une expression de l'amour de Dieu peut être multiconfessionnelle ou tout simplement laïque. C'est seulement une affection naturelle qui porte l'homme vers son semblable et l'incite à faire le bien sans passer nécessairement par Dieu. L'aide au pauvre

doit être mesurée par une étude rationnelle et moderne des besoins => sociologie, « science charitable ». Idée = l'aide systématique encourage pauvreté et paresse, dissuade de recourir au travail et suscite l'immoralité. Mais doctrine inégalitaire qui fixe la hiérarchie sociale. Pour le riche = moyen d'accès à une spiritualité nouvelle, pour le pauvre = promesse d'un perfectionnement moral. De nombreuses associations sont créées, les statistiques de 1827 permettent de faire le lien entre délinquance et paupérisme.

Le libéralisme français affirme alors son originalité dans ses efforts pour clore la Révolution en dégageant un nouveau lien social. Une direction est donnée, les voies pour y accéder restent diverses : Guizot croit à l'influence des notables et des capacités, les positivistes à la connaissance scientifique, la philanthropie à la charité éclairée, les utopistes à un développement harmonieux d'un type nouveau, Lamennais aux vertus d'une foi authentique.

Les notables : une nouvelle élite (les années 1840)

• Les contours de la « classe moyenne »

Guizot est convaincu que la monarchie orléaniste consacre le règne de la « classe moyenne », au terme d'un long combat qui l'a opposée à la noblesse. François Furet : « La bourgeoisie des notables tire sa puissance d'un mélange de propriété foncière, de richesse mobilière et de connivences avec l'Etat. Trop aristocratique pour se confondre avec une classe d'entrepreneurs, trop humiliée par l'aristocratie pour ne pas se référer à juillet 1830 [...] ». Le préfet de la Seine a défini les conditions de notabilité : « un mérite éminent, des richesses honorables, un nom justement célèbre, une grande industrie ». La propriété foncière reste essentielle pour un négociant en quête de prestige social et d'influence politique, pour un maître de forges qui a besoin de bois ou un manufacturier, qui ne peut souvent obtenir de crédit que s'il dispose en gage d'une propriété respectable. Jacques Laffitte, le célèbre banquier parisien, possède un domaine de 750 hectares. Magistrats, hauts fonctionnaires ou médecins tirent le plus souvent leur influence, mais aussi leurs revenus, de leur appartenance au monde des propriétaires fonciers.

Les notables sont aussi constitués de nobles. Néanmoins, les nouveaux nobles se fondent dans le cadre social de la notabilité et entrent en « affaires » de la monarchie bourgeoise pour les plus riches. En 1840, ils représentent encore 1/3 des plus imposés. Même si la noblesse est reconstituée sous la Restauration puis la Monarchie de Juillet, ses assises ne progressent plus, contrairement aux bourgeois, qui acquièrent de plus en plus de terres. Certes, ce n'est désormais plus la seule source de richesses : en effet, la banque prend son essor. Une division du travail s'est introduite au sein des notables. Guizot, leur maître à penser, considère que le pouvoir politique doit être exercé par des hommes qui ne se limitent pas à leurs intérêts matériels immédiats, qui ont une culture assez vaste pour embrasser les intérêts généraux des notables et constituer leur pouvoir selon des règles acceptées par la société. Les professions économiques ne sont que peu représentées dans les Chambres de 1839. Les figures de proue de la vie politique sont des « intellectuels » ou des fonctionnaires : Guizot, Cousin ...

• Le notable au sommet de la pyramide sociale

Monde des notables hiérarchisé dominé par une élite qui paie plus de 1 000F de cens électoral (8% du groupe). Le reste se situe dans la moyenne bourgeoisie, voire une frange de la petite bourgeoisie (à Paris, les 2/3 des censitaires sont en-deçà de 500F). La bourgeoisie peut varier de 10 à 20% de la population. A une époque où un ouvrier gagne de 300 à 400F par an, il faut gagner environ 20 000F pour s'échapper du monde des « petits ». Au-delà de 500 000F = la « fortune » qui représente 1% de la population.

• Le notable, homme d'influence

Pouvoirs économiques, sociaux et politiques au niveau local. En province = pourvoyeurs de crédit, donneurs d'emploi, conseillers, bienfaiteurs des pauvres, relais de la société locale vers le préfet ou le pouvoir central, souvent interprètes obligés entre le patois et le français, intercesseurs entre la région et la nation, la campagne et la ville, les notables, nobles ou bourgeois, « représentent » auprès du pouvoir un peuple jugé immature et incapable de se représenter lui-même. A Paris comme en province, ils tiennent le conseil municipal, la chambre de commerce locale, la caisse d'épargne, etc. En 1846, la moitié des députés, notables, sont élus sur leur nom. Ils s'imposent de la même manière aux élections municipales.

• Valeurs et vertus bourgeoises

Un fils est l'occasion de reprendre l'industrie familiale, une fille est l'occasion d'un mariage avec un concurrent ou un allié. L'éducation prend une grande importance. La femme acquiert une position dans la bourgeoisie que par le mariage. Elle doit s'occuper majoritairement des enfants, transmettre la tradition religieuse. Seule une petite portion de la bourgeoisie affiche

un luxe ostentatoire, la majorité est peu dépensière, gère la vie de famille comme son industrie, grâce à des économies.

La bourgeoisie des notables est principalement faite d'héritiers d'anciennes familles s'étant enrichies peu à peu mais on trouve aussi des « fils de leurs oeuvres ». A une conception encore figée de la richesse et des hiérarchies sociales qui prévaut dans la noblesse, la bourgeoisie oppose un monde en mouvement dont l'idéal social valorise la mobilité de l'argent, des talents et des situations. Conception du monde fondée sur raison et progrès.

Attaché à la culture et à la morale chrétienne, le notable, sauf en pays catholique, se contente d'un déisme plus ou moins vague et d'un respect formel des rites essentiels. La bourgeoisie place avant toute chose la hiérarchie familiale, le pouvoir du père, la soumission de sa femme et de ses enfants, la condamnation de toute déviance sexuelle, des naissances illégitimes et des mésalliances.

La bourgeoisie et l'Empire (1851-1870)

1848 = naissance d'un bonapartisme de notables au moment où la « parti de l'Ordre » a choisi de soutenir la candidature de LNB. Ce fut un échec pour le « parti de l'Ordre », qui pensait pouvoir soumettre le Prince-Président. Néanmoins, le divorce de LNB avec les élites du « parti de l'Ordre » n'a pas empêché le gros de la bourgeoisie, qui avait un sens plus pratique que ses leaders, de lui apporter son soutien dans l'imbroglio politique de la fin de la IIème République. La circonspection des notables, face à un coup d'Etat qui supprimait leur représentation politique habituelle, fut vite oubliée devant l'insurrection des « rouges » des campagnes, et la peur des « Jacques » rejeta la plupart des notables, jadis royalistes, dans les bras du Prince-Président. Cela mènera en 1850 à un bonapartisme des notables à la place d'un bonapartisme populaire. Cependant, dès 1852, le pouvoir bonapartiste affirme son indépendance face à sa composante sociale « bourgeoise ».

Le bonapartisme n'est pas une simple addition des élites issues du parti, il se donne pour tâche d'encourager l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie plus moderniste et capable de s'engager dans un nouveau consensus social fondé sur l'expansion économique. Réticence des manufacturiers protectionnistes devant les nouveaux pouvoirs de l'empereur en matière de traité de commerce, celle des propriétaires de Paris devant les bouleversements de la ville, ou encore celle des notables dont le pouvoir auprès de la paysannerie est contesté par le candidat officiel et le préfet. Nouvelle bourgeoisie d'affairistes qui naît.

Un pacte renouvelé entre grande et petite bourgeoisie (1899-1911)

La principale voie d'accès à la Chambre des Députés depuis les années 1890 a été la profession d'avocat, ou bien encore le passage dans la haute fonction publique ou dans un cabinet ministériel, voire l'héritage d'un passé familial ou personnel. Le profil social du député moyen est celui d'un notable aisé dont les « revenus » pallient l'étroitesse d'une indemnité parlementaire limitée à 9 000F par an jusqu'en 1906. Mais progressivement, avec la poussée des radicaux, des membres des classes moyennes sont entrés à la Chambre. En 1898, on compte 30 députés d'origine modeste, nombre suffisant pour peser sur les décisions à l'Assemblée. Leur apparition n'exclut pas les notables d'ancien types, les propriétaires et les membres de la haute administration, mais progressivement la Chambre offre une représentation moins déformante de la réalité sociale française.

La haute bourgeoisie, les journalistes (déconsidérés par le scandale de Panama), les avocats, les officiers (suspects depuis l'affaire Dreyfus) reculent. En revanche, les couches nouvelles progressent vite : médecins, enseignants, industriels d'une nouvelle génération ... Les progrès des socialistes ne font que confirmer cette poussée des classes moyennes dans le personnel politique, puisqu'en 1905 la moitié des députés socialistes sont issus des rangs de la petite bourgeoisie, phénomène qui se renforce encore à la veille de la guerre.

Les hommes qui appartiennent aux réseaux de l'argent sont désormais de tous les partis. Ex = Maurice Rouvier, banquier, aux idées républicaines. Plus clairement qu'en Allemagne, les milieux d'affaires de la mouvance républicaine entendent consolider leur alliance avec la petite bourgeoisie, durement éprouvée par la crise. Aménagement nouveau du terrain parlementaire comme terrain de rencontre pour réunir des hommes et des partis qui n'ont pas de la République la même conception. Le parlementarisme avait été au XIXème siècle le régime par excellence de la monarchie libérale, il devient alors celui de la République. Cette situation multiplie les partis et les hommes charnières, toujours prêts à s'entendre pour susciter le compromis.

Le bourgeois, un modèle républicain (jusqu'en 1914)

• Unité et diversité bourgeoise

Il peut sembler paradoxal d'associer l'image du bourgeois français au triomphe de la République. En effet, une large partie de la bourgeoisie n'a guère changé depuis l'époque où elle s'est imposée aux commandes de la société des notables. On tourne régulièrement le bourgeois en dérision. Cette « hégémonie » bourgeoise dans la France républicaine tient à son importance numérique (5 millions de personnes). La bourgeoisie, identifiée à la propriété, a prospéré dans une société républicaine où cette propriété est d'autant plus forte qu'elle est associée non pas au privilège mais à l'indépendance, la liberté et la démocratie. Cette bourgeoisie est variée : entrepreneurs, financiers, professions libérales, etc. Liens variés avec la production.

Unité bourgeoise non entamée par syndicalisme car les fonctionnaires n'ont pas encore commencé à réclamer le droit syndical. Plusieurs divisions dans le bourgeois : de province, parisienne, catholique, etc.

• Modernité bourgeoise

Cette bourgeoisie, dans sa majorité, est moderne, à l'image de la République. En Allemagne, poids de la noblesse toujours considérable en politique, administration + privilèges dans l'accès aux emplois publics. En France, généralisation des concours => unification du recrutement de l'appareil d'Etat + imposition de critères de compétence. 1878 = 40% des généraux sont nobles. 1900 = seulement 20%. Sous le Second Empire, la moitié des préfets sont nobles. Ils ne sont que 10% en 1913. Pourcentage des députés nobles tombe à 10% à la veille de la guerre.

Au coeur de la bourgeoisie = homme d'affaires moderne à l'anglo-saxonne. Image gâtée par scandales financiers. Mais au tournant du siècle, milieu des affaires se fond dans la République et y puise une image progressiste, celle de créateur d'emplois au sortir de la crise, d'avocat du progrès scientifique ou des prouesses techniques.

Bourgeoisie française attentive à ne pas perdre contact avec franges les plus modestes : Jules Siegfried lance les sociétés d'habitation à bon marché. 1898 = démocratisation du recrutement des chambres de commerce => association entre petits et gros. Législation sur les patentes allège la charge fiscale qui pèse sur petits producteurs et commerçants.

• Une ouverture sociale mesurée

Crédibilité du modèle bourgeois car pas inaccessible. Paupérisation promise par certains socialistes ne s'est pas réalisée. Echelle des fortunes qui s'est tirée vers le haut. Mais néanmoins, il reste une quantité presque inchangée de Français pauvres et sans héritage : dans les grandes villes, 80% au début du XXème siècle, 72% à la Belle Epoque.

Proximité des actifs qui appartiennent principalement à la classe moyenne n'est pas toujours un atout. Un instituteur débute à 1 100F par an (1900) quand un ouvrier qualifié peut gagner 2 000 à 3 000F. Un fils de boutiquier peut difficilement épouser une fille de la bourgeoisie. L'artisan n'est souvent indépendant qu'en apparence. L'ascension par l'acquisition d'un capital scolaire reste ardue, et l'horizon de la promotion sociale une affaire de deux ou trois générations et rarement une aventure individuelle. Petit bourgeois ≠ ouvrier de par les moeurs et le fait qu'il lègue un patrimoine. Le premier rejette les mesures égalitaires qui maintiendraient tous les individus dans une condition également médiocre. La petite bourgeoisie cherche en fait à intégrer les ouvriers au système hiérarchique dont elle-même est le bénéficiaire principal.

• Les nouvelles bourgeoisies du savoir

A la classique promotion par le travail, l'épargne, l'entreprise, s'en ajoute une autre, la promotion par le savoir. Les études universitaires, celles des grandes écoles, dans une société où le savoir et la science sont des valeurs consacrées, permettent aux couches nouvelles intellectuelles d'occuper une place considérable y compris dans la sphère politique. Leurs compétences sont admirées et légitimées jusque dans les classes populaires et apportent un nouveau crédit aux valeurs de la bourgeoisie. Années 1900 = sur 600 dirigeants d'entreprise, 55% ont fait des études supérieures. Avènement du patron ingénieur : les 2/3 des polytechniciens sont issus de milieux modestes. La République ne se construit plus malgré la bourgeoisie mais avec elle. Celle-ci y a trouvé au tournant du siècle les moyens de redéfinir son libéralisme traditionnel dans de nouvelles régulations. A marginalisé aristocratie et contenu poussée ouvrière.